



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Janvier 2003

Volume 2, Numéro 1

### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

**Echec Des Négociations Sur L'Accès Aux Médicaments Essentiels : L'Intransigeance Américaine Bloque Le Consensus Et Suscite La Déception Des Pays Pauvres. 1**

**Réexamen Des Dispositions Relatives Au Traitement Spécial Et Différencié : Le CCD Echoue A Respecter Le Délai De Référence Du 31 Décembre \_\_\_\_\_ 4**

### NOUVELLES DE L'OMC \_\_\_\_\_ 6

**Règlement Des Différends : Quelques Avancées Sur Les Négociations Sur Les Clarifications Et Les Modifications A Apporter Au Mémoire D'Accord Sur Le Règlement Des Différends De L'OMC \_\_\_\_\_ 6**

**L'OMC Procède A Une Evaluation Du Cadre Intégré Et De Son Programme De Travail En Faveur Des PMA \_ 7**

**Services : Les Membres De L'OMC Seraient Proches D'Un Accord Sur Les Modalités De Libéralisation Autonome \_\_\_\_\_ 9**

### SUR LE FIL \_\_\_\_\_ 10

**Deuxième Forum De L'AGOA En Ile Maurice : Les Pays Africains Entre La Défense Des Avantages Préférentiels Et La Recherche D'Un Meilleur Accès Aux Fonds De Développement \_\_\_\_\_ 10**

### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 12

### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 13

### LIGNE DE FOND

#### **Echec Des Négociations Sur L'Accès Aux Médicaments Essentiels : L'Intransigeance Américaine Bloque Le Consensus Et Suscite La Déception Des Pays Pauvres.**

Arrivés à la date butoir du 31 décembre convenue à Doha pour trouver une solution pratique à l'accès des pays dépourvus de capacité de production des médicaments essentiels, les membres de l'OMC n'ont pas réussi à s'accorder sur des modalités consensuelles de mise en œuvre du paragraphe 6 de la déclaration de Doha sur l'ADPIC et la santé publique.

Après plusieurs mois d'intenses négociations menées au sein du Conseil des ADPIC, les 144 membres de l'OMC ont constaté leur échec, lors de la session extraordinaire du 20 décembre dernier, après le refus des Etats-Unis de se soumettre à un texte de compromis soumis par l'ambassadeur mexicain, estimant sa formulation " trop souple ". Ils craignaient en effet que le paragraphe 5.c ainsi libellé " Chaque Membre a le droit de déterminer ce qui constitue une situation d'urgence nationale ou d'autres circonstances d'extrême urgence, étant entendu que les crises dans le domaine de la santé publique, y compris celles qui sont liées au VIH/SIDA, à la tuberculose, au paludisme et à d'autres épidémies, peuvent représenter une situation d'urgence nationale ou d'autres circonstances d'extrême urgence. ", permette aux grands producteurs de génériques d'étendre leurs productions de copies à des médicaments tels le Viagra, des antiasthmatiques ou l'insuline.

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

**Eclairages sur le processus**

La Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique a été considérée par la quasi-totalité des membres de l'OMC comme un succès partiel en reconnaissant les difficultés auxquelles sont confrontés les membres qui ont des capacités de fabrication insuffisantes ou qui n'en possèdent pas de pouvoir utiliser de manière efficace les licences obligatoires, dans la mesure où cela ne s'applique que pour l'approvisionnement des marchés nationaux (voir [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/0207/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/0207/index.htm)). Aux fins de trouver une solution à ce problème, les membres avaient, à travers le paragraphe 6, donné instruction au Conseil des ADPIC de modifier le système actuel de protection des brevets.

Dès le démarrage des discussions au sein du Conseil des ADPIC au mois de mars 2002 (voir [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/02-0411/story1.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-0411/story1.htm)), deux positions opposées ont divisé les pays Membres, en particulier ceux qui ont la capacité de fabriquer des médicaments génériques, qui sont favorables à des règles sur les brevets moins contraignantes afin de permettre aux pays pauvres Membres d'obtenir des génériques de substitution aux médicaments brevetés, et les pays industriels qui souhaitent chercher des sauvegardes afin de limiter la prédominance des brevets et d'empêcher que les substituts génériques ne soient en vente sur le marché mondial.

Lors de la réunion du Conseil des ADPIC du 25 au 27 juin, une série de propositions a été soumise, notamment par l'Union européenne (UE) (IP/C/W/352) demandant une exception à l'Article 31f et une interprétation extensive de l'article 30 des ADPIC; les Etats-Unis (IP/C/W/358) plaidant pour une exemption ou un "waiver" sur l'Article 31(f); et le Brésil au nom de plusieurs pays en développement (IP/C/W/355) proposant une interprétation collective de l'Article 30. (voir [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/0207/story2.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/0207/story2.htm))

Le Groupe africain avait, quant à lui proposé, par une note datée du 24 juin, une série de solutions tendant à rendre effectif l'usage des licences

obligatoires pour les pays aux infrastructures pharmaceutiques insuffisantes. Cette proposition (IP/C/W/351) est la suite formalisée d'une réaction du Groupe africain articulée autour de la suppression pure et simple de la référence à l'approvisionnement du marché intérieur dans l'article 31f et de l'adoption de mesures incitatives en faveur du transfert de technologies.

Pour le cas spécifique de l'article 31, le Groupe africain propose trois options possibles : soit un amendement à la disposition, la suppression pure et simple du paragraphe (f) ou une addition à ce paragraphe précisant qu'il ne s'applique pas aux mesures adoptées pour la protection de la santé publique. La soumission vise également à étendre la notion de " marché intérieur " pour épouser les contours régionaux comme les zones de libre-échange, les unions douanières ou d'autres arrangements provisoires. Elle propose, en outre, que le terme " principalement " à l'Article 31 (f) soit interprété comme signifiant que jusqu'à 49,9% de la production peut être exportée. Concernant d'éventuels différends, le texte propose, un moratoire général sur les plaintes contre tout Membre qui prend des mesures pour faire face à la crise internationale dans le domaine de la santé dans les pays ayant des capacités de fabrication insuffisantes ou n'en disposant pas. Les périodes de transitions devraient être également étendues pour ces pays. Finalement, dans le but d'éviter que des médicaments importés soit ensuite réexportés, le groupe propose d'étiqueter les médicaments concernés comme étant limités pour le marché domestique.

En novembre, lors de la " mini-ministérielle " de Sydney des 14 et 15 du même mois, un texte de compromis présenté par le président semblait pouvoir être la base d'un accord autour du paragraphe 6. Cette note comprenait en effet trois options juridiques possibles, à savoir un amendement de l'article 31(f) associé à une dérogation ou un moratoire provisoire en attendant l'entrée en vigueur d'un amendement ; une interprétation convenue de l'article 30 ; ou une dérogation de longue durée à l'obligation au titre de l'article 31(f). Sur ces trois options, la note a

identifié le recours à une dérogation à long terme en attendant son remplacement par un amendement comme " la voie la plus prometteuse pour avancer ".

Alors que la plupart des Membres manifestaient leur volonté d'accepter cette solution, il y a eu des divergences sur le calendrier et sur l'opportunité de l'amendement, ainsi que sur les critères d'éligibilité et la portée et le champ d'application de l'accord (voir [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/0212/stor y1.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/0212/stor y1.htm)).

### **Positions américaines**

Le 20 décembre 2002, lors de la dernière réunion du Conseil des ADPIC, les Etats-Unis, , ont présenté une proposition de solution " intermédiaire ". Cette proposition porte sur un moratoire des plaintes devant l'OMC visant des pays qui violeraient les règles sur l'exportation des médicaments produits sous licence obligatoire dans un pays qui en a besoin. Les médicaments concernés dans le cadre de ce moratoire sont essentiellement ceux destinés à lutter contre " le sida, le paludisme, la tuberculose et d'autres types de maladies infectieuses présentes et à venir comme par exemple la fièvre hémorragique de type Ebola, le choléra, la dengue, la typhoïde et les fièvres typhoïdes. "

Pour les Etats-Unis, la souplesse dans la formulation du texte exposait celui-ci à des risques d'extension de ce dispositif à des maladies non-contagieuses telles que le diabète, l'hypertension et l'asthme qui génèrent de grands bénéfices pour les laboratoires pharmaceutiques américains. De plus, pour éviter qu'un éventuel accord ne soit instrumentalisé par des pays en développement dotés de grandes capacités de production de médicaments, les Etats-Unis ont insisté sur le fait que la solution de moratoire des plaintes ne concernerait que les pays en développement pauvres et exclurait de fait les pays en développement à hauts revenus qui, selon la classification de la Banque mondiale, concerne des pays comme la Barbade, Brunei, Chypre, Hong Kong, Israël, Singapour, Taiwan, les Emirats Arabes Unis etc.

### **Recourir à l'arbitrage de l'OMS**

Pour relancer les négociations sur l'accès aux médicaments bloqués en décembre par les Etats-Unis, l'Union européenne a proposé le 9 janvier, une nouvelle solution appelant les membres de l'OMC à recourir à l'arbitrage de l'Organisation Mondiale de la Santé en cas d'éventuels litiges sur la liste des maladies devant être couvertes par un accord ouvrant l'accès aux médicaments. D'après la proposition européenne, le compromis couvrirait la liste la plus large possible de maladies infectieuses mais il ne s'agirait pas, pour autant, d'une liste limitée ce qui, théoriquement, permettrait de faire face à l'apparition de nouvelles maladies.

En pratique, le rôle de l'OMS consisterait à conseiller les pays dépourvus de capacité de production pharmaceutique pour savoir si une maladie peut être reconnue comme un problème de santé publique dans les pays considérés. Si tel est le cas, ces pays pourraient alors avoir recours au système des licences obligatoires pour importer des médicaments génériques d'un autre pays producteur.

La proposition européenne ne semble cependant pas rencontrer l'adhésion de l'OMS. Selon un expert de cette organisation, même si l'OMC parvenait à une solution fondée sur l'élaboration d'une liste de maladies, solution qu'il considère d'ailleurs comme un pas en arrière dans la mesure où une liste quelle qu'elle soit est forcément limitative, l'OMS serait certainement moins bien placée que les gouvernements membres pour déterminer les priorités et les urgences en matière de santé.

Pour l'heure, les Membres se sont dits déterminés à reprendre leurs discussions dès que possible afin de parvenir à des avancées avant la réunion du Conseil général du 10 au 11 février prochain.

---

**Réexamen Des Dispositions Relatives  
Au Traitement Spécial Et Différencié : Le  
CCD Echoue A Respecter Le Délai De  
Référence Du 31 Décembre**

---

La conférence ministérielle de Doha avait donné instruction aux membres de l'OMC, à travers le paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et le paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, de procéder au réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié de manière à les renforcer et à les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles.

Dans le paragraphe 12.1(i) de la décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, des instructions sont données au comité du commerce et du développement " d'identifier les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui sont déjà de nature impérative et celles qui sont de caractère non contraignant, d'examiner les conséquences juridiques et pratiques, pour les Membres développés et en développement, de la conversion des mesures relatives au traitement spécial et différencié en dispositions impératives, d'identifier les dispositions qui, selon les Membres, devraient être rendues impératives, et de faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002 "

Mais arrivés à la date limite du 31 juillet, les membres de l'OMC ont décidé de proroger au 31 décembre 2002, la date de référence pour soumettre au Conseil général des " recommandations claires en vue d'une décision " sur le traitement spécial et différencié. Cette décision officielle prise après plusieurs mois de discordes est obtenue sur la base d'un rapport soumis et débattu lors de la réunion du CDD du 24 juillet. Le rapport (TN/CTD/3), disponible à l'adresse : <http://docsonline.wto.org>, avait en effet fixé la date du 31 décembre 2002 comme date limite prorogée pour que le Comité fasse rapport au Conseil général.

(voir :[http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/0208/story2.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/0208/story2.htm))

Depuis, le CCD a tenu un nombre considérable de réunions formelles et informelles jusqu'à la session du 2 et 3 décembre, réunion durant laquelle les membres ont exploré la première mouture du rapport que le CCD devait soumettre au Conseil général au plus tard le 31 décembre, rapport initialement attendu à la réunion du 29 novembre. A cause de la persistance des divergences sur plusieurs points, le rapport n'a pas permis aux membres de progresser sur la base d'actions précises mais s'est borné à indiquer quelques options et pistes pour les futures discussions. Considérant cela, le président du CCD Ransford Smith de la Jamaïque a requis le report des pourparlers sur cette question à la dernière session du Conseil général de l'année 2002, session qui s'est tenue du 10 au 14 décembre.

Au cours de la dernière semaine de négociation, les discussions ont été réparties en deux groupes thématiques. Le premier se concentrait sur la formulation d'un premier paquet de décisions en vue d'actions immédiates. A cet égard, le président Smith a préparé, le 11 décembre, sous sa propre autorité, 22 recommandations potentielles pour des propositions propres à des accords. Le second groupe thématique traitait de la manière de s'atteler aux questions restantes, et selon quel calendrier.

**Propositions en vue d'une action immédiate**

Le projet de texte du président sur les " recommandations en vue de décisions proposées concernant certaines propositions propres à des accords " a fait l'objet d'intenses discussions au sein du CCD. Si les Membres n'ont pas accepté le projet de texte tel quel, la plupart étaient cependant disposés à poursuivre le travail sur la base de son contenu. Toutefois, un expert du commerce d'un pays en développement a laissé entendre que les 22 domaines étaient lourds sur le plan de la procédure, mais légers dans le fond, prévoyant des procédures possibles pour résoudre les difficultés survenant dans le recours à des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, mais n'apportant aucune solution en elles-mêmes. Un autre

observateur a noté qu'une majeure partie de la formulation était non impérative et a mis en garde contre le fait que la formulation non impérative avait été source de nombre des problèmes que l'initiative actuelle tentait de prendre en compte, mise en garde également réitérée par un certain nombre d'autres délégués des pays en développement. Les délégués ont clairement spécifié que si une décision de cette nature devait être promue, (c'est-à-dire un paquet de propositions pour un accord immédiat), elle devrait inclure une feuille de route détaillée pour le travail futur sur les propositions restantes.

### **Perspectives**

Le second thème s'est focalisé sur les perspectives et stratégies à mettre en œuvre pour aller de l'avant. Il s'est appuyé sur un texte remplaçant la section VII du projet de rapport au Conseil général. (le premier projet de texte, TN/CTD/W/25, est disponible à <http://docsonline.wto.org>).

Cette section VII révisée présentait les procédures et les calendriers suivants. La répartition des propositions restantes en deux paniers supplémentaires serait décidée d'ici le 31 janvier. Alors que toutes les propositions resteraient sous la " supervision " de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement, seul le premier panier de propositions propres à des accords continuerait de relever de sa compétence pour un examen plus poussé. Pour ce panier d'éléments, ceux pour lesquels on pourrait trouver des solutions à court terme, il y aurait une date limite pour faire rapport au Conseil général avec des recommandations en vue d'une décision, au 30 avril 2003. Sur les autres propositions propres à des accords, celles pour lesquelles la Session spéciale " pourrait tirer profit " des discussions en cours dans d'autres instances (soit parce que des discussions similaires sont déjà en cours, soit parce que des décisions ne pouvaient être prises séparément d'autres négociations), la Session spéciale aurait à respecter une date limite pour faire rapport au Conseil général avec des recommandations en vue d'une décision au 31 juillet 2003 - une année entière de plus que prévu dans le mandat initial pour ce réexamen. Ces

organes auraient pour instruction d'accorder la priorité aux propositions visées et il leur serait " demandé " de présenter des rapports écrits réguliers à la Session spéciale.

Ce projet de texte envisageait également d'entreprendre un travail sur les questions transversales par une voie parallèle, avec un rapport distinct devant être soumis au Conseil général d'ici le 31 juillet 2003. Quant au Mécanisme de contrôle pour surveiller les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, la formulation n'a apporté aucun changement au premier projet de texte, c'est-à-dire que le Conseil général ne déciderait du calendrier de l'entrée en vigueur du Mécanisme qu'après que la Session spéciale a fait des recommandations sur ses " fonctions, structure et cahier des charges ".

Un délégué d'un pays en développement a noté en particulier que le fait d'avoir les questions transversales dans un rapport distinct était totalement inacceptable. Pour les échéances, l'Inde et le Kenya auraient fait état du fait qu'ils étaient peu disposés à voir le processus aller au-delà de février.

### **Complaintes des pays africains et des PMA**

Analysant le processus de réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, un délégué africain, appuyé par la plupart des PMA et des pays africains, a indiqué plusieurs fois au cours de la dernière semaine de négociation que si les pays développés ne faisaient pas preuve d'une réelle volonté politique d'exécuter le mandat tel que prescrit, la meilleure solution était alors de mettre un terme aux discussions spéciales et de transmettre un rapport factuel aux ministres lors de la Cinquième Conférence ministérielle à Cancun (septembre 2003) pour leurs apports et leurs clarifications. Le délégué a expliqué que les sessions spéciales du CCD avaient été un processus très ardu au cours de la dernière année (ayant déjà été prorogée une fois de six mois) et qu'elles mobilisaient une quantité disproportionnée de ressources humaines parmi les petites délégations par rapport aux avantages qu'elles apportaient. En conséquence, en assistant à

ces réunions, sa délégation avait sacrifié la participation à d'autres comités importants, et avait donc subi une perte nette, plutôt qu'un gain. Une autre prorogation (jusqu'en 2003), a-t-il conclu, empiéterait sur le travail important requis pour l'agriculture, les services et l'accès aux marchés - ainsi que pour les préparatifs en vue de Cancun.

Les résultats " décevants " dans le processus de réexamen du traitement spécial et différencié, ajoutés à l'échec des négociations sur l'ADPIC et la santé publique, ont fait dire à un observateur que l'OMC terminait l'année 2002 sur un double échec qui remet sérieusement en cause la sincérité du soi-disant Agenda " de développement " de Doha.

## NOUVELLES DE L'OMC

### **Règlement Des Différends : Quelques Avancées Sur Les Négociations Sur Les Clarifications Et Les Modifications A Apporter Au Mémoire D'Accord Sur Le Règlement Des Différends De L'OMC**

En partant de l'idée acquise que l'objectif central du système de règlement des différends devrait être le règlement rapide des différends entre les parties, il en ressort la nécessité d'une évaluation cyclique du système pour le rendre plus conforme à l'attente des Membres. Ces derniers apportent une contribution importante au processus de clarification et de modification en soumettant des propositions concrètes de réformes. Certaines aboutissent à des consensus et se transforment en des règles juridiques opérationnelles.. D'autres restent encore dans le circuit de négociation.

#### **Des acquis sur la Participation des Tierces Parties aux audiences de l'Organe d'Appel**

Par une communication datée du 17 décembre 2002 et adressée au Président de l'Organe de règlement des différends (WT/AB/WP/5), distribuée conformément à l'article 17:9 du MA, le

Président de l'Organe d'Appel annonce la décision d'adopter au début de l'année prochaine les modifications proposées des Procédures de travail ci-après énoncées, pour qu'elles prennent effet le 15 février 2003. Entre-temps, il sera continué d'appliquer à titre provisoire les règles telles qu'elles ont été modifiées en septembre 2002. L'objectif général de cette révision est de corriger cette rigidité non intentionnelle que l'expérience du fonctionnement de l'Organe d'Appel des six dernières années a fait apparaître, et favoriser la participation des Tierces Parties aux audiences de l'Organe d'Appel.

#### **Définition de l'expression Tierces Parties**

L'Organe d'Appel estime qu'il est souhaitable d'élargir la définition de l'expression " participant tiers " pour tenir compte des tierces parties ayant notifié leur intention de participer à l'audience. Les Membres ont fait observer que la nouvelle définition de "participants tiers" n'incluait pas les tierces parties qui n'avaient ni déposé une communication écrite, ni présenté de notification, mais qui assistaient et/ou participaient à l'audience. L'Organe d'Appel note que ces observations concernent à la fois l'incidence des modifications récentes et les lacunes relevées dans les règles existantes et qui sont sans lien avec les modifications récentes. Nonobstant le souhait de limiter au minimum les modifications des Procédures de travail à ce stade, l'Organe d'appel propose de prendre en compte les observations des Membres au moyen de modifications additionnelles consacrant l'extension de la définition de l'expression "participant tiers".

#### **Modification des mécanismes de comparution et de participation aux audiences de l'Organe d'Appel**

Il existe une pluralité de situations complexes liées à la participation des Membres aux audiences de l'Organe d'appel. Celles qui ont pu faire l'objet de clarifications et de modifications s'articulent autour de la situation des Membres qui ne souhaitent pas déposer de communication écrites et/ou participer à l'audience. L'Organe d'Appel vise à faire en sorte que ces Membres notifient à l'avance leur intention d'assister ou de participer pour permettre aux



parties aux différends de mieux préparer l'audience. Mais l'Organe d'Appel précise que cette notification ne saurait être lue comme une obligation ; de la même manière qu'un Membre qui n'a fait aucune notification mais qui décide par la suite qu'il souhaiterait comparaître et/ou faire une déclaration à l'audience peut demander à le faire.

En conséquence, et dans le droit fil de la nouvelle définition de l'expression " participant tiers " et des modifications sus-indiquées, l'Organe d'Appel introduit une modification supplémentaire de façon à confirmer que, le droit de comparaître à l'audience et d'y participer sera automatique pour les tierces parties qui auront déposé une communication écrite, ou qui auront présenté une notification; et que ce droit de comparaître à l'audience et d'y participer sera subordonné à la faculté discrétionnaire de la section qui connaît de l'appel.

#### **Des critiques sur le rôle et la compétence " trop étendus " des Groupes Spéciaux et de l'Organe d'Appel**

Ces critiques découlent des observations du fonctionnement du système de règlement des différends faites conjointement par les USA et le Chili (TN/DS/W/28). Dans leur communication, ils insistent sur, à la fois sur l'importance de faire en sorte que les procédures de règlement des différends facilitent le règlement d'un différend et, dans le cadre de cette approche, sur la nécessité d'avoir une certaine souplesse dans le système afin de permettre aux parties de régler le différend de façon rapide.

Les deux Membres estiment que si le système de règlement des différends de l'OMC est à peu près sans équivalent en ce sens que l'adoption des rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'Appel est quasi automatique, conformément à la règle du consensus inverse, il présente un écueil important en ce sens que les raisonnements et les constatations figurant dans les rapports peuvent parfois aller au-delà de ce que les parties estiment nécessaires pour régler le différend ou, dans certaines circonstances, peuvent même aller à l'encontre du règlement du différend.

Les griefs des deux Membres résultent des positions antérieures des organes juridictionnels de l'OMC dans les deux situations ci-après décrites : d'abord, les situations dans lesquelles le texte pertinent de l'OMC ne traite pas une question, d'où des préoccupations quant au point de savoir si un organe juridictionnel pouvait "combler les lacunes" et, en conséquence, accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans l'accord pertinent au lieu de clarifier ces droits et obligations. Ensuite, les situations dans lesquelles des notions juridiques n'apparaissant pas dans les textes de l'OMC ont été appliquées dans une procédure de règlement des différends à l'OMC, y compris celles qui ont été invoquées en tant que principes de droit international, autres que les règles coutumières d'interprétation du droit international (par exemple responsabilité des États, le principe de proportionnalité). En conséquence, ils préconisent que le Mémorandum d'Accord actuel soit examiné pour voir s'il offre une garantie suffisante que les membres des groupes spéciaux ont les connaissances spécialisées appropriées pour bien comprendre les questions présentées. De cette façon, les Membres peuvent aussi accroître leur capacité de régler les différends à tout moment pendant le processus.

---

#### **L'OMC Procède A Une Evaluation Du Cadre Intégré Et De Son Programme De Travail En Faveur Des PMA**

Quarante-neuf pays sont classés par les Nations Unies dans la catégorie des PMA. Trente d'entre eux sont Membres de l'OMC. Neuf autres sont en cours d'accession. Et trois ont le statut d'observateur à l'OMC. Ensemble, les PMA représentent plus de 20 pour cent des Membres actuels de l'OMC.

Le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA (WT/COMTD/LDC/11) a été adopté par les Membres en février 2002.

En outre, en date du 12 décembre 2002, le Conseil Général a présenté un rapport intérimaire sur le

Programme de travail de l'OMC et la mise en œuvre du Cadre Intégré (WT/GC/W/485/Rev.1). Ce rapport est perçu par la plupart des négociateurs des pays en développement comme ne rendant pas exactement compte des difficultés de mise en œuvre du Cadre Intégré.

### **Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA**

Le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA a été adopté par le Sous-Comité des pays les moins avancés le 12 février 2002. Pour l'OMC, Dans chacun des plans d'assistance technique pour 2002 et 2003, la priorité a été accordée aux PMA. En 2002, il était prévu d'organiser 70 activités nationales dans les PMA, dont 54 avaient été exécutées à la fin d'octobre 2002. Dans le Plan d'assistance technique pour 2003, le nombre d'activités nationales planifiées pour les PMA a été porté à 115. Le nombre d'activités nationales qu'il est prévu d'organiser dans les PMA représente 47 pour cent environ du nombre total d'activités nationales inscrites dans le Plan d'assistance technique pour 2003. Pour l'un des délégués africains ayant participé aux négociations, le problème doit être abordé d'un point de vue qualitatif plutôt que d'un point de vue quantitatif. Pour lui, les chiffres avancés par l'OMC cachent mal les insuffisances des plans d'assistance technique. Il estime que le Plan 2003 devrait rompre le principe d'annuité et intégrer une vision à plus long terme. Mais aussi et surtout, il devrait comporter une clause qui permettrait d'aider même à l'identification des besoins pour certains Etats très peu outillés. Cette implication poussée pourrait aussi se faire à travers la conception d'une offre générale présentée sous forme de menu exhaustif dans lequel chaque pays en développement identifierait ses besoins spécifiques.

Globalement, les Membres se sont félicités des initiatives qui avaient été prises par le Secrétariat de l'OMC pour améliorer la participation des PMA. Au nombre de ces initiatives figuraient l'augmentation du nombre de cours de politique commerciale offerts par l'OMC, des initiatives en faveur des pays n'ayant pas de représentation à Genève, telles que la Semaine de Genève qui était maintenant financée sur le budget ordinaire de

l'OMC, le soutien à la technologie de l'information grâce à l'établissement de Centres de référence de l'OMC, les études diagnostiques sur l'intégration du commerce du Programme pilote pour le Cadre intégré, et l'accroissement de la participation des PMA aux organismes internationaux de normalisation. Des initiatives avaient aussi été prises pour augmenter le nombre d'exams des politiques commerciales des PMA, et pour relier la coopération technique de l'OMC avec ses exams des politiques commerciales. De même, le Secrétariat de l'OMC continue d'assurer le secrétariat des réunions informelles du Groupe consultatif des PMA

### **Le Cadre Intégré et sa mise en oeuvre**

Le Cadre Intégré lancé en octobre 1997 n'a pas connu les succès escomptés au cours de ses trois premières années d'activités. C'est aussi qu'il a fait l'objet, en 2000, d'un réexamen effectué par une équipe de consultants. La mise en œuvre de ce nouveau Cadre Intégré a débuté à titre de projet pilote en mai 2001 au Cambodge, à Madagascar et en Mauritanie. Les études diagnostiques de l'intégration du commerce réalisées pour les trois pays ont été achevées, des ateliers nationaux sur le Cadre intégré ont été organisés en Mauritanie et au Cambodge, et des réunions du Groupe consultatif se sont tenues en décembre 2001 et en juin 2002, respectivement. La prise en compte des conclusions de ces études, ainsi que le suivi des études diagnostiques sur l'intégration du commerce sont en cours dans les deux pays.

De l'avis de l'une de nos sources qui suivent de près l'évolution du Cadre Intégré, cette évaluation officielle n'a rien à voir avec l'état d'avancement de l'exécution du projet. Un problème réel de suivi se pose, et les intentions restent en déphasage avec la réalité. La Mauritanie par exemple fait partie des pays pilotes. Elle a mené son plan jusqu'à la phase avancée des études diagnostiques, mais les financements prévus pour les projets identifiés dans le cadre du programme lui font encore défaut. Le problème vient de ce que les pays développés qui doivent assurer le financement considèrent leur participation comme facultative au point qu'il n'existe aujourd'hui aucune garantie que la phase



post-études diagnostique soit réalisée. Il faudrait préciser que le Cadre Intégré est une initiative conjointe de six organisations. D'aucuns considèrent que la Banque Mondiale qui commissionne les études diagnostiques joue le rôle prépondérant, ce qui pourrait absoudre partiellement l'OMC dans la difficile mise en œuvre du Programme.

En octobre 2001, le Comité directeur du Cadre intégré a décidé de l'étendre à onze autres PMA - le Burundi, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Guinée, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Népal, le Sénégal et le Yémen. À ce jour, des études diagnostiques sur l'intégration du commerce ont été achevées au Lesotho, au Sénégal et au Yémen, où il est prévu d'organiser des ateliers nationaux sur le Cadre intégré. La préparation des études diagnostiques est actuellement rendue à diverses étapes au Burundi, à Djibouti, en Éthiopie, en Érythrée, en Guinée, au Malawi, au Mali et au Népal. On s'attend que les études réalisées dans ces pays soient achevées au premier trimestre de 2003. Par la suite, les conclusions des études diagnostiques sur l'intégration du commerce seront examinées aux ateliers nationaux. Dans ces pays, subsistent les mêmes interrogations quant à la volonté des pays industrialisés de financer les projets identifiés.

### Résultats mitigés

Malgré les réalisations accomplies, le suivi des études diagnostiques sur l'intégration du commerce continue de représenter le principal défi de la mise en œuvre du Cadre intégré. Le suivi requiert de solides engagements politiques et financiers de la part des gouvernements des pays bénéficiaires et des partenaires de développement. Il requiert aussi de plus grands efforts de coordination de la part de toutes les parties.

Les résultats du suivi sont globalement mitigés. D'une part, un seul pays bénéficiaire du Cadre intégré a été en mesure de mobiliser le soutien de quelque 20 donateurs bilatéraux et multilatéraux pour plus de 60 activités de suivi. D'autre part, dans un autre PMA bénéficiaire, les résultats ont été modestes/mitigés. De façon générale, le suivi exige que des mesures soient prises à deux

niveaux: d'abord le gouvernement du pays bénéficiaire doit incorporer les conclusions de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce, et en particulier celles concernant la réforme politique et y donner suite; ensuite les partenaires de développement doivent tenir compte de leurs réponses aux besoins d'assistance technique liée au commerce et les inclure, selon qu'il est approprié, dans leurs cadres d'assistance existants ou à venir.

---

### **Services : Les Membres De L'OMC Seraient Proches D'Un Accord Sur Les Modalités De Libéralisation Autonome**

Suite à une série de consultations informelles, la session spéciale du Conseil du commerce des services (CCS) a tenu, le 13 janvier, une réunion informelle ouverte à tous, pour poursuivre les négociations sur les modalités d'octroi de 'crédits' pour la libéralisation autonome des Membres. Sur la base de quelques nouvelles propositions de remaniement communiquées par le président de la session spéciale du CCS, les Membres auraient fait des progrès pour résoudre plusieurs questions préalablement soulevées par un groupe de 24 pays en développement, particulièrement celles relatives au traitement des pays en développement Membres en tant que tels. Le dernier point restant à résoudre semble être le traitement réservé aux nouveaux adhérents, tels que la Chine, la Chine de Taipei, mais des sources ont signalé l'attachement de la session spéciale à finaliser les modalités de libéralisation autonome d'ici février 2003. Dans l'ensemble, les suggestions du président ont été perçues comme une " bonne base pour poursuivre les discussions " sur la manière de rechercher des crédits pour les mesures de libéralisation unilatérale des Membres, imposées depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay.

### **La 'graduation' retirée des nouvelles propositions du président**

Le président du CCS, l'Ambassadeur Jara du Chili, a publié les suggestions en vue de la révision du projet de modalités actuel ((JOB (02)/35/Rev.2) car

plusieurs pays en développement - notamment le Brésil, l'Argentine, l'Inde, le Pakistan, l'Égypte, l'Indonésie et la Thaïlande - n'avaient pas été en mesure de se rallier à la proposition du président débattue lors de la réunion du CCS du 9 décembre dernier. Ces pays n'ont pas pu accepter le texte car, selon eux, il n'accordait pas suffisamment de considération aux circonstances spéciales des pays en développement, dans l'ensemble, mais tenait compte de manière exagérée des préoccupations des nouveaux adhérents. En réponse à ces réserves, le président Jara a présenté une nouvelle version des paragraphes 13 et 14 du projet de modalités, clarifiant le fait que les pays en développement en tant que tels bénéficient d'une considération spéciale, dans le processus d'octroi de 'crédits', vis-à-vis des " pays en développement Membres à titre individuel ", comme prévu dans le document initial sur les modalités. Le groupe de 24 pays en développement avait été spécialement préoccupé par cette formulation, dans laquelle il voyait la notion de graduation (c'est-à-dire de traitement différencié) entre pays en développement eux-mêmes.

#### **Moins de considération maintenant pour les nouveaux pays adhérents**

Un autre sujet de discordance avait été la manière dont le président avait abordé la question des nouveaux adhérents dans le projet de déclaration annexé à sa proposition de modalités. Faisant référence à la formulation favorable aux nouveaux adhérents figurant dans la Déclaration de Doha [en particulier son paragraphe 9 qui [" not[e] les engagements de vaste portée déjà pris par ces pays "], Jara a souligné qu'il était entendu que les Membres ne devraient adresser que des demandes de crédit plutôt modestes aux " derniers adhérents ", tout en accordant, dans le même temps, une " considération bienveillante " aux demandes soumises par ces derniers. Dans son projet de déclaration révisé, débattu le 13 janvier, ce second élément a toutefois été retiré, de même que d'autres formulations qualifiant les 'crédits' de " question sensible et importante " pour les nouveaux adhérents. Toutefois, particulièrement sur la question des nouveaux adhérents, des sources ont indiqué qu'il n'y avait toujours pas d'accord proche

et que des consultations supplémentaires étaient nécessaires pour trouver une formulation qui trouve le juste milieu entre les préoccupations des nouveaux adhérents et celles des pays en développement Membres en tant que tels.

Abordant le processus global des 'crédits', le président a en outre ajouté à son projet de déclaration un nouveau passage qui clarifie le fait que " en réalité, indépendamment du niveau de développement d'un Membre pris à titre individuel, les modalités en elles-mêmes ne créent aucune obligation juridique et n'établissent pas de droit automatique au crédit ou à la reconnaissance. " Au bout du compte, a déclaré le président " tout ce sur quoi les participants peuvent se mettre d'accord bilatéralement " prévaudrait. Néanmoins, la nouvelle proposition de projet de modalités elle-même prévoit actuellement que " l'application des modalités peut être promue de manière bilatérale, plurilatérale et multilatérale ", tandis que le passage initial ne parlait que de " négociations bilatérales ".

### **SUR LE FIL**

#### **Deuxième Forum De L'AGOA En Ile Maurice : Les Pays Africains Entre La Défense Des Avantages Préférentiels Et La Recherche D'Un Meilleur Accès Aux Fonds De Développement**

Le deuxième forum de la loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) s'est tenu à Port Louis, en Ile Maurice du 15 au 17 janvier 2003.

Deux ans après sa mise en place, un millier de participants composés d'hommes d'affaires, de décideurs et de membres de la société civile, dont une centaine d'américains, se sont donnés rendez-vous à Port Louis pour procéder à l'évaluation du partenariat afro-américain afin d'en identifier les succès, les échecs et surtout les potentialités.

**Système Généralisé de Préférences et sauvegarde des avantages**

Si l'AGOA est surtout connu pour son volet textile, ce régime préférentiel couvre aussi d'autres produits à travers l'extension du Système Généralisé de Préférences (SGP). Le SGP est à la base un régime commercial préférentiel, entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés, existant séparément de l'AGOA. Ces régimes SGP, qui sont opérés par des pays comme les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon, sont des exceptions admises aux règles du GATT. Dans le SGP opéré par les Etats-Unis, les importations sont admises sur le territoire américain en franchise de douane si à la fois le produit et le pays d'origine sont conformes aux règles posées par la loi.

L'ensemble des pays africains éligibles à l'AGOA sont éligibles au traitement SGP. La liste des produits éligibles au traitement SGP fait l'objet d'une désignation particulière dans la Harmonised Tariff Schedule américaine. Pour être admis en franchise de douane, le produit en question doit être originaire du pays bénéficiaire, ce qui nécessite l'application de certaines règles d'origine. Ainsi, cette règle impose qu'au moins 35% de la valeur du produit, telle que déterminée à son entrée sur le territoire, doit lui avoir été ajoutée dans un pays éligible au SGP. Le régime de base du SGP couvre quelques 4600 produits. L'AGOA opère ainsi une extension en y ajoutant 1600 produits additionnels.

**Compatibilité avec l'OMC**

Si la mise en place de l'AGOA ouvre une ère nouvelle pour les pays de la région du subsaharienne, le futur contexte dans lequel ces avantages seront exploités sera caractérisé par l'élimination des filets de protection dans le cadre de la réglementation du commerce international par l'Organisation mondiale du commerce. A partir du 1er janvier 2005, tous les quotas sur les importations textiles seront éliminés. Et, selon l'annonce faite le 26 novembre 2002, les Etats-Unis proposent de réduire graduellement les tarifs douaniers sur la période 2005-2010 à un taux

maximum de 8%, et de procéder à leur élimination totale d'ici 2015. Et quid alors des régimes préférentiels, dont l'attrait découle de l'existence d'un tarif douanier de 17,5% en moyenne sur les produits textiles ?

Les Américains ne pourront pas faire miroiter pendant longtemps le cadeau des tarifs préférentiels. D'ailleurs, un tout petit nombre de pays africains profitent des échanges avec les Etats-Unis, certains à cause de leur pétrole et d'autrescelui-là en raison de leurs richesses minières. Tôt ou tard, les pays africains vont devoir vivre au rythme des réalités du commerce international qui dans les années à venir sera caractérisé par la symétrie et la réciprocité dans les échanges.

**Demandes d'extension**

Le régime de l'AGOA était prévu pour prendre fin en 2008. C'est pourquoi d'intenses activités de lobbying ont été menées durant le forum pour demander le renouvellement des avantages préférentiels au-delà de 2008. L'extension du régime AGOA au-delà de cette date serait incluse dans un package de réformes à être apportées au régime qui sera alors dénommé AGOA Plus. Parmi ces réformes sont prévues des incitations fiscales (tax breaks) pour attirer l'investissement américain en Afrique au Sud du Sahara, des mesures visant à amener une plus grande conformité des exportations agricoles africaines avec les normes américaines, ainsi que des mesures en ce qui concerne le transport et la logistique. Peter Craig souligne que dans l'AGOA Plus, l'accent sera mis sur la diversification des avantages accordés par les Etats-Unis. Cependant, aucune décision n'a été prise jusqu'ici à propos du régime PMA.

Il faudrait cependant que ces réformes soient votées par le Congrès américain. Le Miscellaneous Trade and Technical Corrections Bill, projet de loi qui prévoyait une rétroactivité beaucoup plus généreuse pour certaines modifications apportées à l'AGOA en 2002 a été bloqué au niveau du Sénat. Comme le projet de loi n'a pas pu être voté par le Sénat avant l'ajournement de la 107e session du Congrès le 21 novembre 2002, il est par

conséquent actuellement caduc. Concernant l'extension du régime AGOA, l'United States Trade Representative (USTR), Robert Zoellick estime que l'administration est favorable à cette extension mais qu'il appartient au Congrès d'en décider.

### Mise en garde des ONG

Des responsables du People's Forum ont vivement mis en garde les gouvernements africains contre les risques que l'AGOA faisait courir à leurs populations. Ils trouvent que plusieurs dispositions représentent un danger à la souveraineté même des pays signataires de l'accord. L'article 104 de l'AGOA implique que les pays éligibles n'auront d'autre choix que d'approuver la politique étrangère américaine s'ils veulent préserver leur accès au marché américain. Selon des ONG qui ont manifesté en marge du forum, " l'AGOA n'est qu'un slogan creux qui sera vite englouti par les différents accords commerciaux ", car il s'agit à leurs yeux, moins d'un accord que d'une " imposture votée difficilement et sans négociation aux Etats-Unis pour permettre aux capitalistes américains qui recherchent désespérément de nouveaux marchés de faire du commerce avec les pays africains ".

### Bilan de l'AGOA en 2001

Sur les 35 pays éligibles, moins d'une dizaine joue un rôle commercial significatif dans le cadre des échanges régis par l'AGOA. Certes, les exportations africaines durant le premier semestre de l'année 2001 ont atteint les 3 milliards de dollars. Mais ce sont essentiellement les pays producteurs et exportateurs de produits énergétiques et miniers qui en ont tiré profit. Le Nigeria se taille la part du lion avec des recettes s'élevant à 2,3 milliards, suivi du Gabon avec ses 448, 5 millions de dollars, de l'Afrique du sud avec 135 millions, du Ghana, 18,9 millions, du Cameroun 16,2 millions et du Kenya avec 16 millions. Les exportations de pétrole arrivent loin devant les textiles, pourtant favorisés par l'AGOA. La plupart des pays africains éligibles rencontrent de grandes difficultés à se conformer aux normes de l'AGOA. Si pour certains, les contraintes sont

d'ordre politique (absence de démocratie, problèmes de respect des droits de l'Homme etc.) pour d'autres par contre, ce sont les normes de qualité exigées par l'AGOA qui constituent des entraves à l'entrée de leurs produits sur le marché américain.

L'AGOA est entré en vigueur le 18 mai 2000. Elle autorise le président américain à désigner des pays susceptibles de bénéficier des opportunités d'exportation offertes par l'ouverture du marché américain à certains produits africains en franchise de taxes et de quotas. Pour être éligible, un pays doit en principe instaurer une économie de marché, un Etat de droit et une démocratie plurielle, éliminer les entraves à l'investissement américain, protéger la propriété intellectuelle, combattre la corruption, bannir certaines formes de travail des enfants etc.

Sources : [www.Allafrica.com](http://www.Allafrica.com).

[http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/02-0312/inbrief.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-0312/inbrief.htm)

## EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

### Evènements de l'OMC

- 22 - 24 janvier, OMC, Genève, Comité de l'Agriculture, session spéciale
- 23 janvier, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises
- 28 - 30 janvier, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale

4 - 5 février, OMC, Genève, Comité de négociations commerciales

6 -7 février, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles

12 - 13 février, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement, session spéciale

18 - 19 février, OMC, Genève, Conseil des Adpic

#### Evènements ailleurs

15 - 17 janvier 2003, Port Louis, Ile Maurice, deuxième forum de l'AGOA.

23-27 janvier, Porto Alegre, Brésil, Forum Social Mondial

<http://www.forumsocialmundial.org.br/>

23 - 28 janvier, Davos, Suisse, Forum économique mondial,

Email: [contact@weforum.org](mailto:contact@weforum.org), Web: <http://www.weforum.org>

30 - 31 janvier, Bruxelles, Belgique, "Towards sustainable agriculture for developing countries - Option from life sciences and biotechnologies"

Contact: Marianne Parel, Scientific Officer, Research Directorate-General

Telephone: Fax: 32-2-299-18-60, Email: [Marianne.parel@cec.eu.int](mailto:Marianne.parel@cec.eu.int)

Web Site:

[http://europa.eu.int/comm/research/conferences/2003/sadc/index\\_en.html](http://europa.eu.int/comm/research/conferences/2003/sadc/index_en.html)

3 - 7 février, Nairobi, Kenya, 22ème session Conseil du PNUE /forum ministériel global de l'environnement.

Contact: Secretary for Governing Council, UNEP, Telephone: 254-2-623431, Fax: 254-2-623929,

Email: [beverly.miller@unep.org](mailto:beverly.miller@unep.org) , Web Site: <http://www.unep.org/GoverningBodies/GC22/>

13 - 15 février, Copenhague, Danemark, "Second Global Conference: Environmental Justice and Global Citizenship - Environments, Sustainability and Technologies" Web Site:

<http://www.interdisciplinary.net/ejgc.htm>

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

#### En français :

#### **ICTSD-ENDA-SOLAGRAL : COMMERCE, PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DEVELOPPEMENT DURABLE VUS DE L'AFRIQUE, JANVIER 2003.**

Cet ouvrage de référence rassemble une collection unique d'analyse et de points de vues sur la question brûlante des droits de propriété intellectuelle (DPI). Si les DPI sont au cœur de débats aussi controversés que ceux sur l'accès aux médicaments, la protection des savoirs traditionnels ou encore le brevetage du vivant et les organismes génétiquement modifiés, l'essentiels de la littérature provient de pays industrialisés et, le plus souvent anglo-saxons. Cet ouvrage s'efforce de contribuer à la recherche d'un équilibre entre les intérêts privés des innovateurs et investisseurs à qui les DPI confère un droit de monopole limité et ceux de la société au sens large en donnant la parole à un continent particulièrement concerné par la question des DPI, que ce soit en matière de sécurité alimentaire, de santé publique o d'éducation : l'Afrique...

Pour vous procurer cette publication, vous pouvez contacter : Alice CHARDONNENS, Publication Manager, ICTSD, 13 Chemin des Anémones, 1219 Geneva, Switzerland.

Tél général : (41-22) 917-84 92; tel direct (41-22) 917-84 98, fax (41-22) 917-8093; web: <http://www.ictsd.org>

#### **CNUCED : MANUEL DE STATISTIQUE 2002.**

Ouvrage de référence, le Manuel présente un ensemble de données statistiques essentielles à l'analyse du commerce mondial, de

l'investissement et du développement. Ces données sont regroupées par pays et par groupements économiques et commerciaux. Le Manuel est disponible en CD-ROM et en version papier. Ces données sont disponibles aussi dans la version en ligne du manuel qui fait partie des Bases des données de statistiques. <http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=2974&intItemID=1397&lang=2&mode=highlights>

**CNUCED : RAPPORT SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT, 2002** - Les pays en développement dans le commerce mondial.

Le Rapport sur le commerce et le développement 2002 (TDR 2002) analyse les tendances et les perspectives de l'économie mondiale et met l'accent sur le dynamisme des exportations et l'industrialisation des pays en développement. Il montre que l'intégration dans l'économie mondiale est essentielle, mais ne suffit pas à assurer le développement d'un pays. Le rapport s'interroge sur l'idée reçue selon laquelle la croissance des exportations et l'investissement étranger direct (IED) entraînent automatiquement une augmentation correspondante des revenus. Comment se fait-il que les pays en développement participent de plus en plus aux échanges internationaux alors que leurs revenus baissent? La CNUCED estime que ces pays se font concurrence pour exporter des produits manufacturés identiques à forte intensité de main-d'œuvre vers les mêmes marchés.

[http://www.unctad.org/fr/docs//tdr2002\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs//tdr2002_fr.pdf)

**CNUCED : ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE DE LA CNUCED RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, 2002**

L'évaluation présentée ici est thématique, c'est-à-dire qu'elle porte exclusivement sur la composante "renforcement des capacités" des programmes de coopération technique de la CNUCED, sans qu'il s'agisse d'évaluer tel ou tel programme en particulier. On entend ici par renforcement des capacités le fait pour un programme d'assistance technique de permettre au pays bénéficiaire de réaliser de ses propres moyens et sur le long terme

des fonctions données, du fait même de la mise en œuvre de ce programme. Les résultats sont évalués selon cinq critères: la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la viabilité et l'impact. La pertinence des programmes de renforcement des capacités de la CNUCED est largement reconnue mais peut aussi faire les frais de déficits de capacités mal évalués au moment de la mise en œuvre. <http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=2099&lang=2#>

**OCDE : LA GOUVERNANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE** : étude de cinq pays de l'OCDE

Cette publication présente cinq expériences menées par les pouvoirs publics en vue de promouvoir le développement durable au Canada, en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les cinq études présentent une illustration des efforts spécifiques qui visent à l'adaptation des modalités de la gouvernance en matière institutionnelle et de prise de décision, afin de mieux répondre à l'enjeu du développement durable.

[http://www.sourceocde.org/content/templates/co/co\\_main.htm?comm=governan\\_fr](http://www.sourceocde.org/content/templates/co/co_main.htm?comm=governan_fr)

**SOLAGRAL : LES VOLATILES DE L'AGRICULTURE**, n°12, Janvier 2003.

La nouvelle année sera-t-elle porteuse de perspectives enfin meilleures pour les pays en développement et leurs agricultures ? On ne peut qu'en douter au vu des événements de 2002 et de ce qui se profile déjà pour 2003. <http://www.solagral.org/publications/index.htm#volatiles>

**SOLAGRAL : Courrier de la Planète n°69 : "QUELLES MONDIALISATIONS ?"**

La mondialisation est mise à toutes les sauces. Outre la quantité considérable d'ouvrages directement consacrés au sujet, beaucoup d'autres, qui n'ont pas pour objet principal cette question, ajoutent un chapitre ou des notations sur le thème. Nous voilà donc tous tenus d'avoir une opinion sur la chose, d'autant qu'elle est aussi devenue un thème politique central. Pro et anti s'affrontent sur les scènes publiques nationales et internationales...



<http://www.solagral.org/publications/cdp/cdp69/index.htm>

**En anglais :**

**FAO: THE FUTURE OF PREFERENTIAL TRADE ARRANGEMENTS FOR DEVELOPING COUNTRIES AND THE CURRENT ROUND OF WTO NEGOTIATIONS ON AGRICULTURE.** 2002 .  
<http://www.fao.org/icatalog/inter-e.htm>

**FREE TRADE AND THE ENVIRONMENT: THE PICTURE BECOMES CLEARER.** NAFTA Commission for Environmental Cooperation (CEC), December 2002.  
[http://www.cec.org/pubs\\_docs/documents/index.cfm?varlan=english&ID=977](http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=english&ID=977).

**ICTSD: RESOURCE BOOK ON TRIPS AND DEVELOPMENT,**  
<http://www.iprsonline.org/unctadictsd/projectoutputs.htm>.

**KEVIN GALLAGHER AND JACOB WERKSMAN: EARTHSCAN READER ON INTERNATIONAL TRADE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT,**  
<http://www.earthscan.co.uk>.

**NIGEL CROSS : EVIDENCE FOR HOPE: THE SEARCH FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT.** December, 2002. <http://www.earthscan.co.uk/asp/bookdetails.asp?key=3826>.

**OECD: AGRICULTURAL POLICIES IN OECD COUNTRIES: A POSITIVE REFORM AGENDA.** December 2002.  
[http://www.oilis.oecd.org/olis/2002doc.nsf/linkto/com-agr-td-wp\(2002\)19-final](http://www.oilis.oecd.org/olis/2002doc.nsf/linkto/com-agr-td-wp(2002)19-final).

**UNDP : PROVIDING GLOBAL PUBLIC GOODS,** November 2002

<http://www.undp.org/globalpublicgoods/globalization/thebook.html>.

**WTO/OECD: FIRST JOINT WTO/OECD REPORT ON TRADE-RELATED TECHNICAL ASSISTANCE AND CAPACITY BUILDING,** November-December 2002.  
<http://tcdb.wto.org>.

**WTO: GENERAL COUNCIL DRAFT ANNUAL REPORT (2002),** WT/GC/W/481, 29, November 2002. <http://docsonline.wto.org/>.

**WIPO : INTELLECTUAL PROPERTY ON THE INTERNET: A SURVEY OF ISSUES.** December 2002.  
<http://ecommerce.wipo.int/survey/>.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site Internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)